

CIVILISER LES ETATS-UNIS

Première partie – *La dérive économique du monde*

(Analyse économique-politique du capitalisme planétaire)

- (1) - Un capitalisme hétéroclite.
- (2) - La prépondérance des firmes multinationales
- (3) - Les fronts et les frontières du marché
- (4) - Les Etats perdent prise sur le marché
- (5) - Des pouvoirs internationaux sans grande prise sur le marché
- (6) - Le développement inégal, mais de quoi ?
- (7) - La dérive économique du monde

Deuxième partie – *Un monde en désarroi*

(Analyse politico-culturelle du capitalisme planétaire)

- (8) - La turbulence des peuples
- (9) - L'inertie des cultures
- (10) - Embryons de société civile dans l'international
- (11) - Le monde comme idéologie
- (12) - La très inégale densité des Etats
- (13) - Les guerres excentrées
- (14) - Les "coopératives" d'Etats
- (15) - La superbe des Etats-Unis
- (16) - Les frontières et les fronts politico-culturels

Troisième partie - *Les périls du monde actuel*

(Explosions à craindre et réformes envisagées)

- (17) - La machinerie du monde actuel.
- (18) - Un monde dénaturé ?
- (19) - Des crises d'un genre nouveau ?
- (20) - La *pax americana*
- (21) - Révoltes et révolutions
- (22) - Quelques garde-fous autour du marché ?
- (23) - Quelques boucliers, mais contre quoi ?
- (24) - Quelques avancées culturelles ?

Quatrième partie - *Civiliser les Etats-Unis*

(Une nouvelle stratégie, pour un monde moins désordonné)

- (25) - L'erreur stratégique des Etats-Unis.
- (26) - La chance historique de l'Europe.
- (27) - Assoupir l'OTAN.
- (28) - Décentrer l'*Organisation Mondiale du Commerce*.
- (29) - Reconvertir le FMI.
- (30) - Accoucher l'Europe
- (31) - Revaloriser les progrès du 20^e siècle.
- (32) - Promouvoir l'Etat stratège
- (33) - Civiliser les Etats-Unis.

PRESENTATION

Quand on évoque le 11 septembre, rares sont ceux qui pensent à l'année 1973 où, ce jour-là, le coup d'Etat de Pinochet contre le gouvernement Allende secoua le Chili, avec l'aide de la CIA américaine. Le vrai 11 septembre est celui de 2001 où des "terroristes" – naguère entraînés par cette même CIA et ses alliés pakistanais, pour chasser d'Afghanistan les envahisseurs soviétiques – détruisirent une aile du Pentagone et les deux tours du *World Trade Center* new-yorkais. Aucun bouclier anti-missiles n'aurait pu entraver l'action de ces "terroristes" qui s'armèrent de Boeing piratés en vol. Et bientôt, toute la planète retentit des rugissements médiatiques du lion américain dont l'orgueil venait d'être blessé. De 1973 à 2001, la différence des 11 septembre résulte du rôle que les Etats-Unis s'assignent dans le monde actuel et, plus encore, de la place qu'ils y occupent.

Place et rôle, la distinction est essentielle. Leur rôle dépend de choix politiques inspirés par l'idée qu'ils se font de leurs intérêts nationaux. Mais leur place désigne une tout autre réalité qui recoupe très partiellement ces intérêts et ces choix, car les Etats-Unis sont, dans une grande mesure, inconscients de la structure du système mondial où ils trônent. Ils rapportent volontiers leurs performances à la qualité de leurs entreprises, à l'efficacité de leur main-d'oeuvre, à l'inventivité de leurs universités et de leurs autres institutions scientifiques, à l'attrait de leurs industries du spectacle et du loisir, bref à tout ce qu'ils font, toujours obstinément et généralement bien. De là à ignorer les conditions dans lesquelles s'exerce leur activité, il n'y a qu'un pas, vite franchi, hormis les rares échecs partiels ou les retards patents qui parfois les surprennent. Un Spoutnik qui traverse leur ciel, un Vietnam qu'il faut abandonner dare-dare, un Airbus qui concurrence leur Boeing et quelques autres contre-performances viennent troubler leur idée d'eux-mêmes, mais ils se ragaillardissent vite.

Rares, très rares sont les journalistes, les intellectuels et les chercheurs américains qui fassent métier de comprendre ce qu'est l'organisation effective du monde présent et ce que sont les avantages structurels d'ordre économique, politique et culturel qu'il leur procure. Leurs sciences sociales, généralement tournées vers l'étude positiviste des représentations et des comportements manifestés par les individus ou les groupes que ceux-ci semblent constituer, leur donnent accès à des univers fragmentaires, semblables à celui que les économistes se forgent à grand renfort de statistiques marchandes et de modèles bourrés d'équations empiriques. Une telle démarche laisse dans l'ombre la société considérée dans la plénitude de ses déterminations propres et l'énorme système mondial "non-américain" dans lequel leur société est insérée. Sauf exceptions peu fréquentes, la pensée américaine ne peut concevoir ces totalités qu'en ayant recours aux métalangages des religions, des légendes et d'autres fables idéologiques qu'ils produisent selon les besoins, à la manière de Fukuyama¹, d'Huntington² et de bien d'autres. D'où l'extraordinaire incompréhension du monde qu'ils professent avec autant de naïveté que d'assurance. Leur discours politique jongle avec le bien et le mal, leurs interventions promeuvent ou dénigrent un Iran, un Irak et vingt autres pays, au gré des urgences qu'ils rencontrent, mais ils ne comprennent pas d'où vient l'accueil mitigé ou

¹ Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, Free Press, 1992.

² Samuel P. Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Simon and Schuster, 1997.

hostile qu'ils reçoivent dans les très nombreux pays où ils commercent, guerroient, espionnent ou prêchent leur version de la démocratie.

Comme l'évolution du monde les a promus au rang de superpuissance unique, cependant que leurs foucades, leurs tocades et leurs rebuffades provoquent de plus en plus de crises, il devient indispensable d'observer la marche du monde actuel, considéré dans ses dimensions *objectives* les plus globales - c'est-à-dire les plus enveloppantes - pour bien comprendre la place qu'y occupent les Etats-Unis, pour discerner les périls auxquels beaucoup de leurs activités internationales peuvent conduire et, enfin, pour repérer les actions qui pourraient utilement réformer l'organisation mondiale, dussent-ils en prendre ombrage. Il ne s'agit pas de les combattre, puisque leur innocence *subjective* est rarement douteuse, mais il s'agit de modifier les règles du jeu mondial, afin que leur superpuissance perde de sa superbe. Bref, il s'agit de faire évoluer le système mondial de façon telle que les Etats-Unis soient amenés à *se civiliser* plus qu'ils ne le sont aujourd'hui, pour le plus grand bien des puissances anciennes ou nouvelles qui se cherchent un avenir et plus encore pour secourir les classes pauvres, si nombreuses jusque chez eux.

Comprendre la marche du monde, civiliser les Etats-Unis : l'objectif serait d'une ambition démesurée, si une méthodologie adéquate, élaborée au cours de plusieurs décennies de recherches macrosociologiques¹, n'était disponible, pour cerner les structures sociales essentielles, juger de leurs assemblages nationaux, continentaux et mondiaux et repérer, de la sorte, les pièces à changer dans la machinerie du monde actuel. A cette fin, il faut se libérer des épistémologies miniaturisantes que les Etats-Unis - d'avant et d'après Parsons - ont instillées dans presque toutes les sciences sociales, pour retrouver d'autres élans fondateurs, tels ceux de Marx, de Keynes, d'Elias et de bien d'autres savants de la "vieille Europe", trop souvent enfouis sous la poussière des recherches à l'américaine.

Le lecteur en jugera à travers la centaine de pages du présent ouvrage. La marche du monde actuel ne relève pas de l'essai philosophique, l'ambition de civiliser les Etats-Unis ne ressortit pas à la politique-fiction, ni au conte de fées. Il s'agit de comprendre ce que produisent les interactions des plus de six milliards d'hommes, aujourd'hui groupés dans environ deux mille peuples, eux-mêmes partagés entre quelque deux cents Etats. Et de réfléchir sur les moyens d'y insérer des politiques utiles.

¹ Une part importante de ces recherches est consultable sur www.macrosociologie.com

Première partie

LA DERIVE ECONOMIQUE DU MONDE

(1) - *Un capitalisme hétéroclite.*

Le système mondial actuel s'est esquissé dès que l'ouverture de la Chine au marché mondial et l'implosion du socialisme étatique de l'URSS eurent levé les dernières barrières qui empêchaient l'expansion planétaire du capitalisme. Autrement dit, les premières années 1990 ont achevé un mouvement que la colonisation, puis la décolonisation avaient amorcé. Faute de limites imposées par de puissants Etats, le capitalisme peut désormais fonctionner sans être bloqué par les frontières politiques.

Mais il en va du capitalisme comme de la mondialisation, c'est un terme aussi enveloppant que vague, ce n'est pas une idée claire. Le concept, clarifié par Marx, est celui du *Capital* lequel désigne un rapport social très précis, une relation organique entre travailleurs salariés et propriétaires des moyens de production et d'échange. Historiquement, cette relation s'est structurée selon quatre formes successives d'organisation de la production et des échanges, c'est-à-dire selon quatre modes de production. Le premier, celui du capital marchand, s'est longtemps épanoui dans le commerce et dans ses fréquents corollaires (brigandage, pillage, piraterie, razzia, etc.). Il a durablement prospéré en accaparant les produits fabriqués par des paysans ou des artisans, quand la vente au loin de ces produits était rentable. Non sans transitions, le capital marchand a fini par être subordonné au capitalisme industriel, nouveau mode de production caractérisé par l'investissement de capitaux dans l'acquisition de moyens de production durables, par l'utilisation de salariés sans terre et sans outils propres (c'est-à-dire de producteurs privés de moyens de production), par le développement technique incessant des outils, des machines-outils et de tous les moyens de production subséquents et par la conquête des branches de l'activité sociale connexes de la production industrielle ou adaptables aux formes élaborées par le capital, y compris l'activité commerciale ou bancaire. Le troisième mode de production capitaliste dont Marx a perçu l'émergence et a pressenti le dynamisme propre est le mode de production capitaliste monopoliste, lequel naît d'une concentration du capital en entreprises géantes ou en groupes d'entreprises soumises aux mêmes dirigeants. Ces formes concentrées, grâce auxquelles le capital tente de s'émanciper de la concurrence pour retrouver la position prééminente qui fût celle du capital marchand imposant ses entrepôts urbains ou portuaires comme intermédiaires obligés entre producteurs et consommateurs finals, ont beau user de bien d'autres moyens que l'accaparement des marchandises (captation de mines et autres sites rentiers, brevets techniques, contrôle de la centralisation bancaire des capitaux en attente d'emploi, etc.) elles n'en sont pas moins exposées aux retours de flamme d'une concurrence ravivée par l'innovation technique ou protégée par la loi (n° 3). Enfin, le quatrième mode de production capitaliste, entrevu par Engels mieux que par Marx, s'est développé après la mort de ces derniers : il s'agit du mode de production capitaliste d'Etat auquel les guerres européennes du 20^e siècle et leurs divers rebonds économiques ont donné un vif élan.

Un dernier mot sur ces quatre modes de production : en aucune société, à aucun moment, ces formes ne se sont épanouies isolément ; l'entremêlement de plusieurs d'entre elles avec

d'autres modes de production non-capitalistes (servagiste, latifondiaire, artisanal, paysan ou étatique-socialiste, pour ne citer que les principaux) est la norme de toute société, la caractéristique majeure des formations économiques très variées en vigueur en toutes périodes historiques.

N'était la régression intellectuelle du 20^è siècle finissant, le résumé précédent serait superfétatoire. Il le redeviendra lorsque le génie de Marx, lavé des béatifications staliniennes et autres, sera derechef pleinement reconnu. En attendant, je logerai à l'enseigne du capitalisme les formations économiques dominées par un ou plusieurs des quatre modes de production capitalistes et j'utiliserai les dérivés de ce terme pour qualifier divers aspects de la structure économique des sociétés ou, avec les précautions convenables, pour dénoter divers aspects des structures politiques et économiques de ces mêmes sociétés, dès lors que l'efficacité des structures économiques capitalistes s'y fait massivement sentir par des effets bien réparables.

Un siècle avant que la *mondialisation* ait commencé sa carrière médiatique, Marx avait déjà établi que l'accumulation capitaliste est dépourvue de limite intrinsèque et qu'elle tendrait donc à gagner la planète entière si aucune barrière politique ne la contenait. C'est désormais chose faite. Mais l'extension du capitalisme n'est pas seulement géographique, elle se manifeste plus encore, dans l'intime de chaque société, par la conquête ou la création de nouveaux domaines.

Du 18^è à la fin du 20^è siècle, le capitalisme industriel a gagné la plupart des activités productives qui lui préexistaient et a créé de multiples industries nouvelles - notamment par "application de la science à la production" comme Marx aimait à le souligner en rangeant sous cette rubrique aussi bien les progrès technologiques que les innovations usinières dûes aux travaux de laboratoire. Il a également bouleversé les activités commerciales et bancaires, longtemps enfermées dans les limites du capital marchand. Il a enfin converti maints "services", anciens ou nouveaux, en activités expansives et rentables, contrairement à l'opinion de Marx qui n'a jamais pu se départir de l'idée que toute marchandise doit être matérielle, ni de l'illusion que les "services" (de son temps rendus par des domestiques) n'étaient qu'une modalité de la consommation bourgeoise, tandis que les services publics étaient à ranger parmi les "faux frais de la production", tout comme les armées, les administrations et les autres activités financées par l'impôt. Les historiens de la pensée économique reconnaîtront dans ces errements un prolongement des conceptions physiocratiques dont Marx a certes déplacé les limites, bien au delà de la terre, supposée seule productrice, jusqu'à concevoir que le travail est le seul producteur réel, dans l'agriculture comme ailleurs, mais sans apercevoir l'essor des productions "immatérielles" que le capitalisme a provoqué. Piégés par ces visions myopes, les économistes soviétiques n'ont pas su comprendre et faire comprendre la portée productive de l'informatique.

Cet élan se poursuit de nos jours par la cristallisation de nouvelles industries, génératrices de marchandises matérielles ou immatérielles, c'est-à-dire par la production de nouveaux "biens et services". Il s'accompagne d'enrichissements multiples des savoir-faire commerciaux et d'une sophistication croissante des activités bancaires, boursières et assurantielles. Ces branches d'activité enveloppent leur production de richesses nouvelles dans une gangue de "services" inutiles, voire nocifs, en quoi elles ressemblent aux productions industrielles qui épuisent des ressources naturelles finies, dégradent l'environnement, programment l'obsolescence de leurs produits, etc.. Néanmoins, elles remplissent des fonctions requises par l'accumulation du capital : en premier lieu "la réalisation de la marchandise" car cette dernière ne mûrit, comme valeur nouvelle, qu'après avoir été payée par un quelconque destinataire; et

en second lieu la "centralisation du capital", c'est-à-dire la collecte des capitaux monétaires disponibles dans la société, en vue de les faire affluer (en partie) vers l'investissement productif. Ce dernier accroît le "capital en fonction", employeur d'un travail salarié qui met en œuvre le "capital fixe" incorporé dans les moyens de production et d'échange ; il crée ainsi de la valeur nouvelle qui sera "réalisée" par le commerce, assisté du crédit.

L'extraction des activités commerciales et financières, hors la sphère du capital marchand, s'est opérée tardivement et seulement dans les pays où le capitalisme s'est le plus développé : autrement dit, au cours du 19^e et surtout du 20^e siècle, principalement en Europe et en Amérique septentrionale. De ce fait, l'actuelle expansion du capitalisme ne se manifeste pas seulement par la construction d'industries dans les pays les moins développés, mais aussi par la modernisation des commerces, des banques et des autres activités financières. Comme en outre, cette expansion s'opère souvent par annexion d'entreprises existantes (achats, prises de contrôle boursier, fusions-acquisitions, etc.) il en résulte que les montages bancaires et les opérations boursières occupent une position de plus en plus centrale dans l'expansion planétaire du capitalisme.

Reste à noter les deux immenses domaines que Polanyi, amplifiant maintes remarques de Marx, considère comme le siège de *La Grande Transformation* opérée par le capitalisme bien au delà de la structure économique des sociétés : la conversion du travail et de la terre en marchandises, c'est-à-dire la généralisation du marché. En caractérisant la force de travail comme une marchandise, Marx a porté jusqu'à sa limite théorique la transformation qui s'accomplissait de son temps dans les entreprises qu'Engels lui décrivait. Depuis lors, toute l'histoire du mouvement ouvrier et des lois "sociales" atteste que la dépréciation de cette marchandise potentielle a été contenue, de plus en plus souvent - dans les pays les plus développés - au prix d'affrontements sans cesse renouvelés. Au 21^e siècle encore, l'installation ou la persistance d'un capitalisme aussi sauvage que celui des premières décennies de la révolution industrielle européenne s'observe en Chine comme au Pakistan et dans tous les autres pays où le développement capitaliste est tardif. De son côté, la conversion de la terre en une valeur marchande définie par la capitalisation de la rente (foncière, minière, immobilière, etc.) qu'elle peut procurer s'est imposée dans la mesure où l'économie capitaliste et les novations juridico-politiques qu'elle a pu induire ont détruit ou déréglé les modes de production ruraux pré-capitalistes et les collectivités serviles ou libres que ceux-ci supportaient, libérant de la sorte des forces de travail potentielles, à destination du "marché du travail". Ainsi deux immenses compartiments nouveaux ont étendu le marché vers les non-produits que sont la terre et l'homme, éléments du donné naturel que des marchandises (matérielles ou non) peuvent enrichir plus ou moins, mais non créer. Deux compartiments dont on verra (n° 3) qu'ils sont limités par des fronts tout-à-fait spécifiques : l'un nourri surtout d'atavismes, pour "défendre la terre" ; l'autre principalement chargé de modernité, pour "protéger le travail".

(2) - *La prépondérance des firmes multinationales*

Dans tous les pays développés et dans un nombre croissant de pays où le capitalisme est plus récent, le mode de production prédominant est "monopoliste", en raison du reflux quasi général du capitalisme d'Etat et des effets locaux et mondiaux de la concentration du capital. Cette dernière désigne le mouvement par lequel le capital en voie d'accumulation s'agglutine en entreprises géantes ou en groupes d'entreprises apparentées par un actionnariat commun. La concentration est consubstantielle au capitalisme, elle ne peut être canalisée ou inhibée que par des moyens politiques. Elle a pour effet de réduire le champ de la concurrence dans une

zone donnée, que cette zone soit une branche d'activité, un pays ou un ensemble plus vaste. Parfois aussi, elle donne naissance à des conglomerats hétéroclites, si la stratégie de leur noyau capitaliste vise à maximiser la rentabilité globale à court terme, par exemple en multipliant les acquisitions, généralement boursières, suivies de reventes au détail des éléments d'actifs ainsi engrangés. Hormis ce dernier cas - qui est celui des *raiders* - ou celui des conglomerats qui tardent à se réorganiser autour de leurs métiers principaux, les groupes capitalistes nés de telles concentrations peuvent être dits monopolistes, non parce qu'ils détiendraient effectivement un monopole dans une branche ou un pays donnés, mais parce qu'ils deviennent capables de ce que J. Robinson (*The Economic Imperfect Competition*) et E. Chamberlin (*Theory of Monopolistic Competition*) ont fort bien analysé comme une concurrence monopolistique.

En fait, la caractéristique principale des groupes d'entreprises porteurs du capitalisme monopoliste tient aujourd'hui à leur internationalisation croissante. Jusqu'au milieu du 20^e siècle, la concentration du capital a rarement débordé du cadre national où elle a produit, en maintes branches d'activité, une situation de relatif équilibre entre quelques groupes puissants. Elle a en somme figé la concurrence, sans l'annuler complètement, notamment du fait des branches les plus archaïques ou, à l'inverse, les plus innovantes. Autrement dit, le degré de concentration monopolistique des économies nationales s'est déformé par saccades, à la faveur de crises générales ou de novations majeures. Puis, par un mouvement d'abord très lent, la concentration du capital a débordé du cadre national pour suivre l'expansion du marché à l'échelle "régionale". D'abord à l'échelle des Amériques, puis à celle du groupe des dominions britanniques englobés dans les préférences impériales de 1932; plus tard, à celle des pays européens amalgamés dans le marché commun qui s'est enflé en Union européenne; plus tard, enfin, à l'échelle de la zone est-asiatique largement pénétrée par les firmes japonaises. Depuis deux décennies, la décolonisation et l'ouverture des isolats étatiques-socialistes ont permis à la concentration d'accéder à l'échelle mondiale, d'autant que la déprotection orchestrée par le GATT devenu OMC et, plus tardivement, la déprotection financière stimulée par le FMI et la Banque Mondiale ont donné aux groupes monopolistes d'échelle nationale ou "régionale" pleine licence de se convertir en firmes multinationales.

Dès la fin du 20^e siècle, ces firmes sont devenues "l'élément moteur de la production internationale", comme le souligne la CNUCED qui observe leur activité d'aussi près que le permettent le secret des affaires et la discrétion des statistiques nationales. Les derniers rapports annuels de cette agence onusienne montrent en effet le rôle central des 65.000 groupes multinationaux présents en de très nombreux pays, étant bien noté que leurs maisons-mères sont principalement nord-américaines, européennes ou japonaises. Mais sans exclusivité : de la Corée au Venezuela, des groupes d'origines plus variées ont commencé de proliférer (annexe 2). Néanmoins les Etats-Unis demeurent jusqu'ici la source principale de multinationales, lesquelles produisent entre le quart et le tiers de la production américaine totale et réalisent près des deux tiers du commerce extérieur américain, à l'importation comme à l'exportation - une bonne partie de ce trafic "international" s'effectuant d'ailleurs entre filiales et maisons-mères d'un même groupe (annexe 3).

Les positions monopolistiques conquises par les firmes multinationales se manifestent par leur poids relatif dans certaines branches de la production mondiale, notamment l'équipement électronique et électrique, l'automobile, le pétrole, la chimie et la pharmacie. En revanche, dans les domaines modernes que les Etats contrôlent de près, tels l'aviation, le spatial ou le nucléaire, la "multinationalisation" des firmes se limite à la disposition d'antennes commerciales en maints pays, sans délocalisation des productions les plus stratégiques, notamment celle des armements. Hormis ce cas particulier, la délocalisation, le dégroupage ou

le remembrement des filiales relevant d'une même multinationale sont fréquents, au gré de stratégies diverses que des fusions-acquisitions viennent souvent modifier. En effet, dans la plupart des branches de l'économie mondiale, le stade d'un relatif équilibre entre monopoles est loin d'être atteint. Les industries pétrolières font exception car deux ligues mondiales y occupent une position prépondérante, à de rares indépendants près. L'une est l'OPEP qui est ligue plus que cartel, tant les Etats concernés y font sentir leur poids, l'autre est l'AIE (Agence Internationale de l'Energie) qui est ligue plus qu'organisation internationale de droit commun, bien qu'elle soit logée au sein de l'OCDE, car elle fonctionne en fait comme le club où les cartels non-OPEP se concertent pour utiliser ou contrer cette autre ligue (annexe 4).

Si les multinationales de l'industrie et du commerce - dont il a été question jusqu'ici - sont les locomotives de l'économie mondiale, elles sont elles mêmes entraînées par les multinationales prestataires de services financiers. Entraînées dans tous les sens du terme, c'es-à-dire conduites vers les crédits bancaires et les opérations boursières qui confortent leur capitaux propres ; mais aussi guidées vers les marchés étrangers mal connus et vers les fusions-acquisitions de firmes étrangères à leur groupe ; et, enfin, dirigées d'une main sûre vers les montages financiers et les paradis fiscaux qui offrent les meilleures chances de maximiser leurs profits en réduisant leurs impôts et en dissimulant leurs éventuelles turpitudes (trafics illicites, délits d'initiés, manœuvres monétaires, spéculations frauduleuses, etc.). Il est sans doute des firmes multinationales respectueuses de la légalité des divers pays où elles opèrent, mais il leur faut une rare vertu pour ne pas jouer des différences de climat légal, fiscal, comptable etc. que la variété des législations nationales provoque et une vertu à peine moins rare pour ne pas utiliser les havres discrets que sont les paradis fiscaux, lesquels sont aussi dénommés, à juste titre, paradis bancaires, même si les banques et autres sociétés financières ne sont ni leurs seuls créateurs, ni leurs uniques pourvoyeurs. Seules les opérations de bourse prétendent échapper à certains des errements "paradisiaux", car les afflux massifs de capitaux et les échanges qu'opèrent leurs détenteurs ou les mandataires de ceux-ci requièrent le minimum de précautions juridico-comptables que les bourses réglementées par les Etats les plus riches peuvent offrir. Pourtant cette prime à la bonne gestion ne réussit pas à éliminer les transactions frauduleuses et les faillites délictueuses, même au New-York Stock Exchange qui est la plus grande bourse mondiale.

Bref, l'activité des sociétés financières et bancaires dont les plus grandes sont toutes dotées de succursales et de filiales en de nombreux pays, est la partie la plus périlleuse de l'économie mondiale, tant elle se prête, par nature, à des spéculations difficilement contrôlables. De cette activité découle la masse croissante des crédits bancaires aux entreprises et aux Etats, alors que les crédits aux particuliers demeurent souvent régis par des normes nationales et gérés à cette échelle. En revanche, les émissions, cotations et cessions boursières s'opèrent d'ores et déjà via des circuits internationalisés (annexe 5). Les bourses de valeur où ces opérations sont domiciliées sont engagées depuis quelques années dans un processus de concentration internationale qui les raréfiera. Les principales bourses de marchandises (matières premières, énergie, produits agricoles, etc.) suivent ce mouvement avec retard, bien qu'elles l'aient précédé ponctuellement pour l'or, les diamants, le cacao, le café, etc. En fait, ces bourses spéculent sur les prix futurs des marchandises qu'elles cotent, car les transactions n'y portent pas sur des marchandises, mais sur des titres représentatifs de quantités standard dont la livraison matérielle est exceptionnelle.

Ainsi, l'économie mondiale est aujourd'hui pilotée par quelques centaines de firmes multinationales majeures, plus quelques dizaines de banques (et autres sociétés financières). Cette très puissante élite forme le sommet d'une pyramide de firmes multinationales de

moindre envergure, y compris des entreprises de moyenne importance sur leur marché national, qui commencent à prospecter le vaste monde.

La majeure partie de la production mondiale est encore réalisée au sein des économies nationales en vue d'échanges opérés à cette échelle. S'agissant des Amériques ou de l'Europe, cela devient douteux, mais l'évaluation est tout à fait différente si l'on prend en compte l'énorme Asie et la pauvre Afrique. Toutefois, la prédominance des firmes multinationales et de leur marché mondial ne signifie pas qu'un marché planétaire, unique et homogène soit d'ores et déjà en vue ou en construction. Le marché est une abstraction pour économistes, laquelle assemble sous un vocable unique une grande variété de marchés réels, d'envergure et de qualité très inégales. Autrement dit, le marché mondial est couturé de fronts mobiles et cerné de frontières diverses.

(3) - *Les fronts et les frontières du marché.*

Considéré comme l'ensemble des marchés de toute sorte qui existent de par le monde, le marché est plus vaste que le capitalisme en raison de la persistance de modes de production étrangers au capitalisme stricto sensu (n° 1). Les formes tributaires, esclavagistes, servagistes ou latifondiaires encore vivantes, en Asie et en Afrique plus qu'ailleurs, ont divers débouchés marchands. Il en va de même, mais d'autre manière, pour les séquelles du socialisme-étatique qui tardent à se résorber en Chine et en d'autres pays. De leur côté, les pays à dominante capitaliste sont continuellement travaillés par l'effervescence d'une petite production marchande, de caractère artisanal, boutiquier, paysan, libéral. En effet, qu'il s'agisse de santé, de para-judiciaire, d'arts et de spectacles ou de dizaines d'autres activités libérales, les nombreuses professions prestataires de services relèvent généralement du mode de production capitaliste-marchand. De ce vaste secteur marchand émergent de nouvelles générations de petites entreprises capitalistes dont certaines s'enflent vite. Enfin, les appareils d'Etat dont le domaine est envahi par l'expansion capitaliste se rallient parfois aux formules marchandes avant que leur conquête soit parachevée. Pour toutes ces raisons, le marché - dit aussi : *économie de marché* - déborde du capitalisme.

Les frontières douanières entourant des villes, des provinces ou des Etats ont jadis enclos des marchés locaux que l'essor du capitalisme et la maturation des Etats-nations ont convertis en marchés nationaux à l'intérieur desquels un libre-échange s'est affirmé, cependant qu'aux frontières, les écluses douanières ont été renforcées par l'unification interne de la monnaie, de l'impôt, du droit, etc. Durant les premiers siècles du capitalisme européen, la protection procurée à chaque économie nationale par ces barrières a souvent été complétée par des prohibitions d'importation (ou d'exportation). Lorsque la modernisation des moyens de transport a affaibli la protection dûe à la distance, le protectionnisme national s'est renforcé au bénéfice des industries naissantes ou à l'encontre des exportations agricoles des "pays neufs". A l'inverse, la puissance des industries bien assises a conduit les Etats les plus développés à prôner, voire à imposer un libre-échange international, c'est-à-dire un abaissement des frontières douanières. L'histoire économique mondiale des 18^e-20^e siècles peut être caractérisée par la progression du libre-échange dans les zones déjà développées en termes capitalistes¹, par la résistance temporaire des zones où l'industrie commençait à mûrir et par d'occasionnels regains de protectionnisme, en toutes zones, pour cause de guerres internationales ou de vives résistances, paysannes ou autres.

¹ Libre échange que les Etats prédominants se gardent d'étendre à leurs "chasses gardées" coloniales.

Le protectionnisme tant honni renaît sans cesse par ruse ou par nécessité : fraude fiscale des entreprises logeant leurs profits dans des paradis fiscaux bien opaques, avec ou sans la complicité de leurs Etats ; protections "anti-dumping" accordées aux branches industrielles vieillies, menacées par la concurrence des nouveaux venus ; sauvetage de firmes dont le déclin aurait de lourdes conséquences sociales ; politiques d'aménagement du territoire, pourvoyeuses de subventions ou de travaux publics à finalités diverses ; subventions noyées dans les équivoques comptables de productions à la fois civiles et militaires (aéronautiques ou autres) ; nouvelles opportunités que le 21^e siècle élargira au titre des économies d'énergie, des techniques anti-pollution, des productions d'eau potable ou d'air purifié ; etc. Les administrations stimulées par d'éloquents lobbies inventeront de nouvelles façons d'atténuer les chocs du libre-échange, mais sauf novations politiques (n° 28), ce ne pourront être que des palliatifs. Les *frontières des marchés nationaux* sont de plus en plus corrodées dans le système mondial actuel.

Cela vaut notamment pour les *frontières monétaires*. En effet, la défense de monnaies exposées à des spéculations internationales et à des contagions inflationnistes inhibe la plupart des politiques économiques nationales. L'histoire de l'Europe entre 1956 (abolition de l'*Union Européenne de Paiements*) et 1999 (entrée en vigueur de l'euro) a amplement démontré ce point qui vaut plus encore pour les autres continents où de nombreux pays doivent s'endetter cumulativement et se placer sous la houlette d'un FMI libre-échangiste. Hormis le dollar américain, l'euro et le yen , il est à peine une dizaine d'autres monnaies qui ne soient pas vulnérables et qui puissent surmonter les aléas des transferts de capitaux et de la convertibilité monétaire illimitée, ces corollaires financiers du libre-échange. Autrement dit, les frontières monétaires sont rendues poreuses, elles aggravent les contagions économiques internationales, sauf vers les nombreux pays où l'aléa monétaire demeure dissuasif.

En fait, la fragilisation des frontières entre pays met en lumière une réalité qui n'est pas uniquement d'ordre international : toutes les restrictions au libre jeu des marchés de toute sorte naissent d'affrontements incessants dont il nous faut poursuivre l'examen en deça des frontières politiques, toutes dessinent des fronts (mobiles) entre des intérêts sociaux contradictoires.

Tous les marchés mettant en cause l'usage du sol et du sous-sol sont bordés de *fronts rentiers*, lieux de combats dont découle la quotité des rentes. Minières (y compris pétrolières) ces rentes dépendent principalement des Etats qui régissent la prospection, l'exploitation et la fiscalité des gisements. Immobilières, elles sont sensibles à l'ensemble des lois et règlements dont dépendent l'urbanisme, la construction et l'exploitation des diverses catégories de bâtiments, étant bien entendu qu'ici comme ailleurs, ce qui importe n'est pas la lettre des codes et des lois mais leur application pratique, y compris judiciaire. Agricoles, enfin, - mais ceci inclut l'élevage, le forestage, la pêche ou l'aquaculture, etc. - ces rentes sont influencées par diverses législations, même si le fractionnement des activités productives donne plus de prises aux acteurs des différents marchés (coopératives, grossistes, détaillants, etc.).

Les *fronts du travail* sont plus complexes encore, car leur cadastre est un droit social de contenu et d'application très mobiles, droit que des coutumes plus vagues précèdent dans les économies non ou peu capitalistes. Tout ce qui concerne l'emploi pour les deux sexes et à tous âges, comme les conditions du travail, s'y trouve mêlé aux multiples aspects du *welfare*¹ quand celui-ci prend forme.

¹ Ce terme anglais signifiant *bien être* est d'une plus grande généralité que l'expression française *sécurité sociale*.

Les *fronts de la production* débordent des précédents, car ils incluent outre l'emploi, les salaires et les lois "sociales" un ensemble de normes que le développement économique densifie, en matière de technologies, d'énergies, de localisations, de précautions, etc. Sans solution de continuité, ces fronts se mêlent à ceux du *commerce* où se font sentir les règles relatives aux produits finis (marques, brevets, garanties, etc.) mais aussi celles qui rendent délictueuses ou criminelles les productions interdites (contrefaçons, drogue, etc.), y compris les " services " plus ou moins prohibés (banditisme, prostitution, etc). Plus encore que les fronts du travail, ces fronts de la production et du commerce sont très variables, d'une époque et d'un pays à l'autre, tant il est vrai qu'ici les mœurs l'emportent sur les lois.

Sous d'autres angles, plusieurs fronts traversent la production et ses abords financiers ou commerciaux, en raison des conflits dont leur propriété fait l'objet. Ainsi, les *fronts de la petite production marchande* dessinent l'ensemble des protections légales ou coutumières dont bénéficient l'artisanat, le "petit" commerce, la "petite" entreprise, les professions libérales et d'autres catégories de " travailleurs individuels " (accompagnés ou non de " quelques " salariés). Ces protections sont elles aussi variables d'un pays et d'une époque à l'autre, notamment en ce qui concerne les termes qui viennent d'être placés entre guillemets. Mais leur dénominateur commun est de modérer la pression concurrentielle des activités pleinement capitalistes pour consolider des "classes moyennes". Un ensemble de protections plus détaillées encore résulte des *fronts paysans* qui ne se soucient guère du niveau capitalistique de leurs protégés et qui se mêlent intimement à certains des *fronts rentiers* aperçus plus haut. Dans l'arsenal de ces précautions anti-monopolistes - puisqu'il s'agit d'épargner aux " petits " producteurs les pressions excessives du mode de production prédominant - les *fronts paysans* jouissent d'une position particulière dans l'Union européenne¹, du moins tant que la " politique agricole commune " en restera le socle principal.

Les "petits" épargnants ont eux aussi droit à des protections qui, de fait, concernent souvent les actionnaires de toute taille et les placements financiers de toute sorte. Qui plus est, ces *fronts de l'épargne* s'adaptent à toute la hiérarchie des placements. Ils se concrétisent en un ensemble de normes juridico-comptables, assorties de contrôles (certification des comptes sociaux, surveillance des opérations de bourse, poursuite des délits d'initiés, etc) qui assureraient la pureté des transactions bancaires et boursières s'ils étaient pleinement appliqués. Les formes d'épargne ou de prêts ajustées aux capacités des classes à revenus modestes participent peu ou prou des redistributions welfaristes (garantie des dépôts bancaires, protection des épargnes salariales collectives contre les abus éventuels des entreprises concernées, crédits à intérêts plafonnés, crédits d'impôt, etc.). Les protections offertes aux actionnaires minoritaires, en cas d'opérations boursières visant à transférer la propriété de leur société ont un tour anti-monopoliste plus net. Plus récemment, des contrôles, voire des protections, se dessinent contre les salaires extravagants, les *stock options* massives (ventes d'actions à terme et à prix garanti qu'une société consent à ses cadres dirigeants) et les indemnités pour éviction éventuelle (dites *parachutes dorés*) que s'attribuent les dirigeants des grands groupes, au détriment des bénéfices distribuables à leurs actionnaires. Embrassant le tout, des institutions spécialisées font respecter la concurrence en prohibant les monopoles les plus visibles. Mais, en tout état de cause, ces fronts de l'épargne, diversement dessinés et surveillés d'un pays à l'autre, ne peuvent jamais enrayer les mécanismes fondamentaux de l'accumulation capitaliste, tant celle-ci est servie par d'inventifs auxiliaires.

Une mention particulière doit être accordée aux *fronts scientifiques* et plus généralement aux *fronts culturels* de toute sorte, c'est-à-dire aux lois, règlements et coutumes qui maintiennent

¹ Encore qu'à leur échelle propre, les Etats-Unis et le Japon défendent leurs *fronts paysans*, autant ou plus que l'UE.

hors production marchande des secteurs d'activité désormais assaillis par le capitalisme (application biotechnologiques des recherches scientifiques, instruction publique, arts et lettres, etc). Sur ce terrain-là, ce n'est pas seulement le fonctionnement des formations économiques qui est en jeu, c'est aussi le devenir des cultures et la nature des systèmes politiques qui sont mis en cause (n°16).

Le rapide inventaire des fronts internes ou internationaux qui vient d'être dressé se réfère principalement aux pays les plus développés. Il devrait être enrichi de variantes détaillées pour rendre compte des autres pays. Néanmoins, dans tous les cas de figure, les fronts et frontières existants résultent d'équilibres établis par les luttes de classes, pour le partage du revenu national (entre salaires, profits, rentes et intérêts) et pour la ventilation des budgets alimentés par les impôts et les autres " prélèvements obligatoires ". Ces équilibres sont provisoires ; leur bon fonctionnement repose sur le consentement des populations qui y sont accoutumées et sur la contrainte exercée par le pouvoir politique. Que cette contrainte s'étiolle ou que le consentement s'érode et les fronts se déplacent, quand ils ne s'effacent pas ! Quant aux frontières, elles dépendent, on le sait, des rapports de force ou de confiance entre les Etats qu'elles bordent.

(4) - *Les Etats perdent prise sur le marché*

La principale invention du 19^e siècle a été la gamme des protectionnismes par lesquels les Etats en voie d'industrialisation ont défendu leurs marchés nationaux et leurs éventuelles chasses gardées coloniales, contre l'invasion des marchandises et des capitaux en provenance des pays déjà plus avancés. A cet égard, il faut distinguer l'agriculture de l'industrie. Les lois anglaises libérant l'importation des grains (1846) ont servi de prototype à une déprotection allégeant les coûts industriels aux dépens des propriétaires fonciers, tandis qu'à l'inverse les lois françaises auxquelles le nom de Méline est attaché (1898) ont été un exemple notoire de protection des paysanneries plus modestes contre l'invasion des blés ou des viandes en provenance des "pays neufs". Non sans variantes, ce dernier modèle l'a souvent emporté en Europe, puis en Amérique du nord, au détriment de pays dont la décolonisation a élargi les rangs. Aujourd'hui encore, l'OMC est gardienne de ces protectionnismes agricoles, nonobstant les aspirations du groupe de Cairns qui rassemble les exportateurs potentiels, de l'Australie à l'Argentine.

L'histoire du protectionnisme industriel a été plus complexe. En Grande-Bretagne, elle a commencé par des prohibitions d'exportation des machines et d'émigration des techniciens qualifiés, pour freiner la construction d'industries rivales de celles des Midlands et de l'Ecosse. Cette méthode s'est déplacée, à mesure que des pays plus avancés que d'autres ont protégé, successivement, leurs industries chimiques, aéronautiques, informatiques ou nucléaires. A ces frontières mobiles, mais drapées de patriotismes habillant des intérêts industriels autant que militaires, s'opposent les frontières béantes dont les avocats ont été à chaque époque les pays les plus industrialisés et dont les opposants les plus fermes ont toujours été les pays où grandissaient de nouvelles industries. Ainsi, les Etats allemands coalisés dans le *Zollverein* d'après 1834 n'ont pas attendu la consécration de leur Empire (1871) pour se protéger des importations venues d'Europe occidentale¹. Et ainsi de suite : tout

¹ Friedrich List (1789-1846) passe bien à tort pour le prophète du protectionnisme. Cet ardent partisan du *Zollverein* est notamment l'auteur de *Das national System der politischen Ökonomie* (1841) dont l'argument central est que la protection est nécessaire le temps de promouvoir la capacité productive de la nation, afin qu'elle puisse participer, à armes égales, au libre-échange entre les nations industrielles.

pays libre-échangiste est un ex-protectionniste devenu apte à supporter la concurrence étrangère.

La guerre de 1914 a conduit les Etats européens à inventer de nouveaux types de protectionnisme pour les besoins de leurs "économies de guerre" (contingentement des importations, répartition étatique des matières premières prioritaires, rationnement des biens de consommation, etc.). Cette novation a été prolongée, après la crise de 1929, par des politiques autarciques dont l'Allemagne a fourni le modèle le plus achevé (produits de synthèse, accords bilatéraux avec des Etats fournisseurs ou clients, aides étatiques multiformes aux productions prioritaires, etc). Après 1939, la guerre, devenue mondiale plus qu'européenne, a généralisé ces traits nouveaux, en leur adjoignant une gestion étatique des transports maritimes et aériens, cependant que les sous-marins donnaient aux protectionnistes la forme extrême de blocus militaires.

Peu d'années après sa défaite de 1945, le Japon a mis au point un nouveau type de protectionnisme qui a ensuite fait école dans un nombre croissant de pays asiatiques, à commencer par la Corée et Taïwan, cependant que plusieurs grands pays latino-américains, dotés de structures sociales moins disciplinables que les groupes industriels et bancaires du Japon, tentaient néanmoins d'en adopter une variante centrée sur les "substitutions d'importation". En effet, le Japon a déployé un modèle que je décris volontiers par les trois termes *serre / jardin / plein champ* : reconstruction (ou création) en *serre* des industries détruites ou manquantes; puis exposition progressive des entreprises groupées sous la houlette de vastes monopoles à une vive concurrence dans le *jardin* du marché national; attaque, enfin, des concurrents actifs sur le *plein champ* du marché mondial, à l'aide de banques nippones devenues internationales et de sociétés de commerce détaillant la connaissance des marchés extérieurs.

En Europe, les "économies de guerre" ont déposé un vaste sédiment d'entreprises étatiques, de services publics et d'appareils d'Etat tournés vers la production marchande et vers une redistribution *welfariste* étendue, par bonds, des assurances sociales et des retraites aux "dommages de guerre", puis à de multiples prestations sanitaires, familiales ou autres. La création d'entreprises d'intérêt stratégique (nucléaire, spatial, etc.) et la nationalisation de sociétés industrielles ou bancaires, sont venues enrichir ce dépôt primitif, par un mouvement qui a pris de l'ampleur en 1945 et qui ne s'est inversé qu'après les nationalisations françaises de 1982. Hors d'Europe, les productions minières et pétrolières qui sont sources de rentes pesant lourd dans les budgets étatiques, ont assez souvent été nationalisées.

Ainsi se sont multipliées les variantes d'un mode de production capitaliste d'Etat qui a partagé avec les monopoles privés la prépondérance dans l'économie nationale, avant d'y être surclassé. Beaucoup de performances sont à inscrire à son actif, notamment en Europe occidentale et en Asie orientale : dynamisme d'une reconstruction européenne d'abord confortée par l'aide Marshall, élans plus puissants encore des pays asiatiques entraînés par l'exemple (puis les capitaux) japonais, succès plus épars ailleurs. Les craintes que l'URSS inspirait en Europe ont permis au mouvement ouvrier d'y imposer de nettes améliorations des salaires et des prestations *welfaristes*, mais ces "bénéfices du communisme" ne se sont pas étendus au reste du monde, même si le capitalisme d'Etat a procuré quelque avantage aux classes industrielles. A l'inverse, diverses dérives ont également pu s'observer : en Amérique latine, au Proche-Orient et en Afrique noire, gaspillage des rentes en redistributions populistes ou en dépenses somptuaires, plus qu'en investissements porteurs d'avenir ; en Europe occidentale, affadissement du mouvement ouvrier dans le confort de statuts mal pérennisables

; et, un peu partout, renforcement des intégrations nationales, au détriment de solidarités internationales d'ailleurs mal assurées.

Ces formes de protectionnisme (ou de libre-échange bien tempéré) ont permis au Japon et à ses émules asiatiques de résister à la déferlante néo-libérale que les Etats-Unis ont impulsée et à laquelle leurs alliés européens se sont associés à partir des années 1960, nonobstant les velléités de la CEE. Obstamment recherchée, l'éradication du mode de production capitaliste d'Etat n'est nulle part achevée, mais son érosion est partout sensible. En France, par exemple, la quasi totalité des nationalisations industrielles et bancaires de 1936-45 et de 1982 a été revendue, souvent en Bourse, après que les entreprises concernées, menacées de faillite en 1975-82, aient été remises à flot. Mais la mise à l'encan des grands services publics industriels (rail, route, télécommunications, etc.) et des sociétés d'intérêt stratégique (aéronautique, atome, espace, armement, etc.) progresse mal et dans la douleur, en 2003 encore. Savoir si ce processus ira jusqu'à son terme, en France et ailleurs, ou sera inversé par quelque rebond politique est l'une des inconnues majeures du proche avenir (n° 32)..

Le mode de production capitaliste d'Etat était le fruit des initiatives par lesquelles des Etats, affrontés à des crises ou à des guerres avaient accru leurs prises sur le marché. Il n'est donc pas surprenant que, dans ce contexte, une alliance offensive des divers *fronts* anti-monopolistes (n° 3) ait parfois été recherchée en vue de créer des gouvernements de *Front populaire*, même si, bien évidemment, des gouvernements de tout autre nature ont également propagé le capitalisme d'Etat, de l'Allemagne hitlérienne au Japon impérial, sans oublier les Etats-Unis eux-mêmes où la timide Tennessee Valley Authority de 1935 eut pour successeurs la lourde cohorte des agences militaro-industrielles. Tant il est vrai que le capitalisme d'Etat survit jusqu'aux Etats-Unis.

Tel n'est pas le cas du mode de production étatique-socialiste qui prit forme dans la Russie d'après 1917, s'étendit à toute l'URSS, fut imposé à tous les pays du "camp socialiste" d'après 1945 et fut adopté, après le succès maoïste de 1947, par plusieurs pays miséreux de l'immense Asie. Dans tous ces cas, l'Etat s'empara, autant que faire se pouvait, de la totalité de l'économie - capitaliste ou non - et tenta de la développer à marches forcées, par des méthodes parfois féroces auxquelles le marché n'avait presque aucune part. En effet, il n'y eut qu'une partie de la production rurale qui déboucha sur un marché intérieur, avant que des réformes tardives viennent élargir quelque peu le champ de celui-ci. De même, l'accès au commerce extérieur fut réglé par des écluses grâce auxquelles les achats, les ventes et les règlements furent déconnectés des espaces économiques internes. Même les échanges entre les pays "socialistes" ou "amis" ne connurent jamais la fluidité contractuelle et la convertibilité monétaire qui étaient de règle hors le domaine étatique-socialiste.

En rigidifiant les échanges de toute sorte, les prises étatiques-socialistes sur les économies nationales furent d'une efficacité limitée à quelques secteurs sur-prioritaires (équipements de base, industries militaires, etc.). Pour le reste, une planification détaillée flotta dans le vague de références, administratives plus que marchandes, et de statistiques dont l'incertitude initiale tenait à l'inexpérience bureaucratique des Etats et dont l'imprécision finale, plus grande encore, résulta du relâchement de la terreur stalinienne ou maoïste. Par diverses étapes, la dislocation du mode de production étatique-socialiste s'étala des années 1970 (Chine) à l'implosion de l'URSS en 1989-90. En maints pays, à commencer par la Russie, une transition vers un capitalisme monopoliste s'est amorcée. Ailleurs, spécialement en Chine, le mode étatique-socialiste se convertit difficilement en un mode capitaliste d'Etat ressemblant à ses modèles nippon-coréens, cependant que le mode de production capitaliste monopoliste prospère à grands renforts de capitaux étrangers souvent apportés par la diaspora chinoise.

(5) - Des pouvoirs internationaux sans grande prise sur le marché

Les institutions à vocation internationale sont-elles en mesure de se substituer aux Etats pour canaliser le marché ou, à tout le moins, pour y imposer le respect de normes fixées collectivement ?

De la coordination des services postaux à la validation du chèque, les conventions internationales qui se sont succédées jusqu'au milieu du 20^e siècle ont servi le marché sans le contraindre. Seul fit peut-être exception le Bureau International du Travail qui naquit, en 1922, dans le sillage de la Société des Nations, encore que ce BIT n'eût d'autre force que celle des syndicats nationaux qu'il assemblait. On peut négliger de même la Banque des Règlements Internationaux (BRI) fondée en 1930 pour gérer les règlements des dettes et des réparations dûes par les pays ayant combattu durant la Première Guerre Mondiale.

Les institutions créées après 1947 pour l'exécution du Plan Marshall et de ses codicilles destinés à l'Allemagne, à la Grèce ou à la Turquie s'écartèrent davantage des usages capitalistes, mais elles procédaient encore de "l'économie de guerre" (n° 3), puisqu'il s'agissait d'aider à la reconstruction d'une Europe dépourvue de réserves de change. La novation la plus intéressante fut la création d'une Union Européenne de Paiements (UEP) qui permit à tous les Etats concernés d'économiser leurs trop rares dollars, grâce à un jeu de compensations et de crédits automatiques. Mais, dès 1957, les banques commerciales obtinrent la suppression de ce système qui leur échappait, si bien qu'il ne resta de l'ère Marshall qu'une organisation, bientôt rebaptisée OCDE, qui sermonne chaque année les pays membres dont la politique économique s'éloigne des bienséances libre-échangistes périodiquement redéfinies. Depuis le début des années 1990, le mot d'ordre est, ici, la flexibilité, c'est-à-dire l'assouplissement des lois "sociales" jugées trop rigides et l'abaissement des obstacles à la libre circulation des capitaux.

La Communauté qui a pris forme en Europe occidentale (CEE) s'est peu à peu élargie à quinze pays (UE). Elle est promise à de nouvelles extensions qui pourraient porter son effectif à vingt-cinq Etats membres, vers 2006. Cette union douanière réussit à coaliser tous ses adhérents au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), sinon à y optimiser leur combativité. Elle gère également une "politique agricole commune" protectionniste et elle établit des préférences tarifaires au bénéfice d'une soixantaine de pays qui appartiennent naguère aux empires coloniaux européens. Enfin, douze des quinze membres de l'UE ont parachevé, à partir de 2002, le remplacement de leurs monnaies nationales par un euro, piloté par la Banque Centrale Européenne. Cette BCE qui opère sans qu'un pouvoir politique lui soit ajusté est sans précédent dans l'histoire capitaliste de la monnaie et du crédit. S'il n'est pas porté remède à la dissymétrie entre le pouvoir monétaire et le pouvoir politique des Etats européens, de leur Union ou de quelque agence politique ad hoc désignée par ces Etats, de redoutables crises sont à craindre. Ainsi l'UE approche d'un carrefour décisif : elle peut devenir une "coopérative" d'Etats exerçant un pouvoir dûment agencé à l'échelle européenne, mais elle pourrait poursuivre sa carrière de banale zone de libre-échange, ouverte à tous les vents.

Une demi-douzaine d'autres zones de coopération économique ont été créées hors l'Europe, mais aucune n'a jusqu'ici exploré tout le chemin parcouru par l'UE. Le Mercosur qui rassemble avec le Brésil la plupart de ses voisins a mis en place une coopération douanière qui est rongée par des crises monétaires répétées. L'Asean qui regroupe tous les pays du sud-est asiatique a un peu plus progressé, mais sans que ses monnaies soient stabilisées, ni ses

échanges intra-zone en progrès régulier et général. Toutefois l'intérêt que le Japon, la Chine et la Corée portent à cette zone pourrait enrayer la tentative américaine de la noyer avec le nord-est asiatique dans une APEC où la Coopération Economique de tout le pourtour du Pacifique se réduirait à un libre-échange directement piloté par les Etats-Unis, ce qui est déjà le cas de l'ALENA. En effet, cette dernière zone qui associe le Canada et le Mexique avec leur commun voisin n'est pas en état d'imposer une orientation qui s'écarterait des visées de Washington. Enfin, le projet de zone panaméricaine de libre-échange, parallèle à celle de l'APEC, s'est jusqu'à présent heurté à l'insurmontable réticence d'Etats peu enclins à renforcer l'influence américaine.

La situation est plus complexe et, peut-être, plus mobile, dans une partie des institutions onusiennes qui touchent aux affaires économiques. La FAO qui connaît des problèmes d'agriculture et d'alimentation, l'OMS qui se préoccupe des questions de santé et l'OIT qui a enrichi le Bureau International du Travail ont certes quelque influence en ces matières, mais elles n'ont pas infléchi l'activité des firmes multinationales, ni modifié les règles du jeu commercial. Il n'en va pas de même pour le FMI et l'OMC qui sont les deux principaux leviers internationaux du libre-échange triomphant.

Le FMI (ou Fonds Monétaire International) a été rénové par les réformes de 1970-74 et mis en relief par les crises monétaires d'après 1980. Les orientations ultra-libérales, puis les incertitudes actuelles de cette institution qui est censée sécuriser le système financier international fragilise beaucoup de monnaies (n° 3) en visant à généraliser une convertibilité monétaire inconditionnelle, tandis que la Banque mondiale qui est son acolyte aide à entretenir l'endettement cumulatif des pays les moins développés, lequel garantit leur fidélité aux principes libre-échangistes. Seuls les pays à fort élan autonome, notamment ceux où survit un suffisant capitalisme d'Etat et ceux qui jouissent de rentes minières ou pétrolières massives et assez bien utilisées échappent plus ou moins à cette contrainte. Pour le reste, la multiplication des crises monétaires depuis les années 1980 a finalement conduit à mettre en doute la pertinence des orientations et des méthodes du FMI, sans que ce dernier se soit déjà engagé, à l'instar des timides réformes de la Banque Mondiale, dans une révision effective de ses finalités et de ses moyens d'action.

Au sein de l'OMC, par contre, la situation est plus évolutive. Cette organisation poursuit les révisions globales pluri-annuelles des normes du commerce international (les anciens *rounds* du GATT) et connaît des conflits entre ses membres pour l'application de ces normes. Sous l'impulsion des pays les plus développés - mais non sans contradictions entre eux - elle s'emploie à raboter les protectionnismes et à étendre le libre-échange aux services, voire aux services publics. Elle s'efforce de résorber les dérogations consenties aux pays les moins développés. En fait, les tensions internes s'enveniment, sous le voile des votes consensuels. Elles ont retardé la désignation du premier directeur général de l'OMC rénovée et ont obligé à partager son mandat entre un Neo-Zelandais parrainé par les Etats-Unis et un Thaïlandais soutenu par une majorité ; elles ont différé jusqu'en 2001 la conférence fixant le programme d'un nouveau *round*, après que les rudes manifestations de Seattle (1999) eussent contraint d'abriter cette rencontre dans un désert arabe. Des manifestations variées ont continué de scander les rencontres internationales (de l'OMC, mais aussi du FMI ou du G7). A moyen terme, on peut même s'attendre à ce que certains grands pays conjuguent leurs actions avec celles des nombreuses contrées sous-développées qui forment jusqu'ici la majorité quasiment silencieuse de l'OMC.

Les Etats-Unis du premier 19^e siècle, l'Allemagne cinquante ans plus tard, le Japon d'après 1945 prirent leur élan industriel au prix de fortes protections. Il est vraisemblable que d'autres

pays essayeront d'agir de même, dans ou contre l'OMC, qu'il s'agisse du Brésil et de l'Inde - leaders de l'opposition à l'ultra-libéralisme lors des *rounds* précédents - ou bien de la Chine, de l'Indonésie et d'autres pays substantiels.

La prépondérance économique des firmes multinationales conduit à s'interroger sur leur rôle politique dans l'ordre international. Leurs capacités d'intervention se font sentir avec force dans la politique des Etats les plus puissants, mais la question est, ici, de savoir si ces multinationales adjoignent aux politiques des Etats qu'elles influencent une action internationale propre à conforter le libre-échange marchand. La réponse est globalement positive, mais de portée limitée. En effet, ces firmes ont les moyens d'instrumentaliser les Etats faibles, assis sur les territoires qu'elles exploitent ou convoitent, pour en faire les gardiens militaires, policiers et financiers de leurs intérêts, sauf à noter que la distinction des Etats puissants ou faibles fluctue en raison de leur inégal développement (n° 6) ou par l'effet de compétitions politiques entre Etats, voire entre firmes "mariées" à des Etats rivaux. De façon plus générale, les multinationales doivent s'adapter à des risques locaux divers et fluctuants dont l'appréciation et la prévention deviennent délicates lorsque ces firmes mettent en œuvre des stratégies à long terme, génératrices d'investissements fixes et lourds, tels des forages ou des oléoducs. Outre les concours éventuels de leurs Etats d'origine, elles ont parfois à se doter de moyens qui débordent de leur fonctionnement économique normal (investigations, espionnage, services paramilitaires, etc) et qui conduisent parfois à des coopérations clandestines entre Etats et firmes, illustrées notamment par la collusion ATT-CIA dans l'éviction d'Allende (Chili, *11 septembre* 1973). Toutefois cet appareillage quasiment étatique demeure de portée limitée en raison de sa spécialisation : aussi débordante soit-elle, une firme géante n'est jamais un Etat de plein exercice, c'est-à-dire un gestionnaire, en tous leurs aspects, des luttes de classes qui caractérisent une population et un territoire donnés. Pour canaliser le marché mondial, il faudra donc domestiquer ces firmes.

D'autres organisations internationales - que l'on dit ONG, selon un usage inspiré par l'ONU (annexe 8) - prennent conscience de cette connexion, notamment les associations qui professent diverses formes d'anti-mondialisation. L'agitation organisée par ces dernières esquisse peut-être certaines des actions politiques qui pourraient endiguer le flot de la mondialisation, voire en organiser le reflux. En outre, la prolifération multiforme des ONG produit, sous forme embryonnaire, une génération nouvelle de forces politiques. Mais la concrétisation éventuelle de politiques infléchissant effectivement l'essor marchand du capitalisme ne pourra pas résulter de leurs seules forces. Des Etats ou plutôt des coalitions d'Etats - domiciliées ou non dans certaines des institutions internationales déjà existantes - devront nécessairement servir de leviers pour d'aussi vastes et lourdes réformes.

(6) - Le développement inégal, mais de quoi ?

Pour mesurer ce qu'il appelle le développement humain, le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) combine des indicateurs très variés (annexe 6) qui révèlent tous un développement inégal d'un pays à l'autre. La richesse produite dans le passé et, plus encore, la capacité de produire acquise par la force de travail jouent un rôle essentiel dans l'évolution de ce que chaque indicateur mesure. Le développement économique est la condition nécessaire du développement humain, même s'il n'en est pas la condition suffisante.

L'inégal développement économique n'est pas un fait de nature. L'histoire des peuples et de leurs sociétés est faite de déclin et de remontées, de nouveaux départs et de tardives résurgences, bref de trajectoires contrastées que l'expérience des derniers siècles permet

d'interpréter rétrospectivement, sans s'abandonner à de hasardeuses explications traditionnelles. En effet, depuis la fin du 18^è siècle, l'élan soutenu que le capitalisme industriel et ses suites ont imprimé à l'économie s'est diffusé par divers moyens marchands ou coloniaux, comme par diverses formes d'imitation. L'élan démographique qui a parfois précédé cet essor économique a certes commencé de se ralentir, mais il demeure vif, sinon durable. Néanmoins, du 19^è au 20^è siècle, la progression annuelle moyenne du PIB par tête a quadruplé à l'échelle mondiale, malgré l'ampleur des crises et des guerres. Il n'est pas déraisonnable d'escompter que cette performance sera suivie, au 21^è siècle, d'un nouveau doublement moyen du rythme annuel de croissance du PIB par tête, nonobstant une expansion démographique encore très rapide.

Croissance mondiale (taux annuels moyens)			
	19 ^è siècle	20 ^è siècle	21 ^è siècle
	estimation	estimation	hypothèse
Population	0,60 %	1,35 %	0,90 %
PIB	1 %	3 %	4,25 %
PIB par tête	0,40 %	1,60 %	3,30 %

(Voir *Le monde au 21^è siècle*, pp.372 sq.)

Ainsi, les formations économiques assises sur des modes de production capitalistes se sont révélées - par leurs activités propres, par les ponctions qu'elles ont opérées sur le reste du monde et par les réactions qu'elles ont suscitées - d'une capacité et d'une persistance supérieures à celles des formations antérieures. Mais elles ont également accru les inégalités entre pays, sinon toujours au sein de ceux-ci. Savoir si ces inégalités peuvent être réduites sous certaines conditions (et lesquelles ?) fait l'objet de disputes sans cesse renouvelées. Leur réduction durable et continue est généralement souhaitée, mais de façon équivoque. Est-ce l'inégalité des capacités productives nationales dont la réduction est souhaitée ou est-ce l'inégalité des niveaux de vie, d'un pays à l'autre, voire au sein de chaque pays, qu'il faudrait résorber ?

Malgré leurs limites et insuffisances, les indices présentés par les annexes 6 et 7 dressent pour chaque pays un tableau des capacités économiques globales (les PIB) et des niveaux de vie moyens (les PIB par tête). Quant à l'emploi donné à ses richesses par chaque pays, dans les domaines jugés fondamentaux pour tous les humains, il est évalué par les IDH. Des recherches plus poussées permettent de détailler, pays par pays, les niveaux de vie correspondant aux divers barreaux de l'échelle richesse/pauvreté. Mais aussi instructifs que soient ces indicateurs, ils n'éclairent guère les causes de l'inégal développement, ni les voies et moyens pour y porter remède.

Ces causes apparaissent plus clairement si l'on inventorie les handicaps et les chances propres à chaque société, non pas en empilant des analyses empiriques de qualité variable, mais bien en faisant usage d'une théorie convenable. L'inventaire doit être tourné autant vers le donné historique de la société à considérer que vers son bâti présent. Le donné historique ne se réduit pas au sédiment déposé localement par les millénaires d'activités adaptatives des peuples ayant occupé le site considéré, car il inclut aussi l'ensemble des opportunités

(positives ou négatives) que l'environnement international offre (ou impose) à la société actuellement installée sur ce site. Pour sa part, le sédiment est formé par le capital fixe incorporé dans les ports, les villes, les campagnes, les routes, etc. comme on peut en juger par le handicap des pays où de tels équipements sont inexistantes ou rudimentaires ; mais il est également incorporé dans la population, sous forme de savoirs et de savoir-faire transmis d'une génération à l'autre et enrichis par la scolarisation, d'où le handicap des peuples où l'analphabétisme est répandu et où les activités traditionnelles requièrent peu d'ingéniosité. De leur côté, les opportunités dues à l'environnement peuvent être rendues sensibles par deux exemples : le pétrole d'Arabie a fini par convertir un désert en pays ultra-riche, alors qu'à l'inverse le croît démographique du 20^e siècle a décuplé les besoins de toute sorte dans maintes sociétés, bien avant que les moyens d'y faire face soient devenus disponibles.

Ces exemples tout à fait rudimentaires montrent dans quelles directions l'inventaire des héritages sociaux doit s'engager, pays par pays, avec tout le détail nécessaire. D'une part, il s'agit d'apprécier le stock de capital fixe déjà acquis et les potentialités de la force de travail là-présente ; d'autre part, il s'agit d'évaluer les chances et les obstacles offerts par l'état du monde environnant, non seulement en termes de compétitivité marchande, mais aussi en termes d'adaptabilité : tant il est vrai - par autre exemple - que l'Amérique indépendante et les empires coloniaux aspirant des millions d'immigrés offrirent à beaucoup de pays européens du 19^e siècle, un précieux concours pour alléger les pressions démographiques en leur sein.

Que cet inventaire global des fruits actuels de l'histoire soit apprécié en considérant un ensemble de sociétés dont les interactions historiques ont été fortes, ou qu'il soit détaillé à l'échelle de chacune d'elles, il conduit, en tout cas, à prêter attention au type structurel des sociétés concernées - c'est-à-dire aux particularités typologiques de leurs formations économiques (FE), politiques (FP) et idéologiques (FI) dont l'intime emboîtement caractérise chaque société comme une formation sociale (FS) elle-même inscrite dans quelque repli d'un système mondial (SM) bien définissable. *La Société* explicite les concepts ici notés par leurs initiales. Une version résumé de cet ouvrage est consultable sur www.macrosociologie.com. En effet, il est vrai que des sociétés que la géographie rend voisines et que le calendrier présente comme contemporaines peuvent relever de types très différents, aux potentialités inégales. De cela, les indices de PIB ou d'IDH ne peuvent rendre compte. Il faut pousser l'exploration macrosociologique jusqu'aux sources d'un développement inégal qui est celui de formations sociales dont les capacités propres d'action, comme les capacités de réaction à leur environnement international sont très différentes d'un type à l'autre. Cette diversité essentielle rend ridicules les prophètes d'un libre-échange commercial qui égaliserait les chances de tous les pays, car une telle exposition à tous les vents du large ne peut avoir les mêmes effets dans des formations sociales radicalement différentes. En revanche, elle explique les exploits différenciés que l'histoire des protectionnismes, des capitalismes d'Etat, voire des socialismes étatiques a produits (n° 4) et elle ouvre la voie à la recherche des gammes nouvelles de politiques économiques qui pourraient se révéler judicieuses au 21^e siècle, tant pour les pays déjà développés - mais inégalement - que pour les nouveaux venus à la recherche d'un développement à finalités économiques prioritaires.

(7) - *La dérive économique du monde*

Il faut prendre un peu de recul pour bien comprendre l'économie mondiale actuelle. Partons de la France au temps où Turgot s'efforçait d'y imposer la libre circulation des grains, forme alors essentielle du libre-échange naissant. Un siècle plus tard, cette France-là était déjà devenue un marché national où la valeur d'échange tendait à s'uniformiser pour toutes les

marchandises industrielles et pour ceux des produits agricoles de grande consommation que le chemin de fer commençait de véhiculer un peu partout. Mais dans les énormes interstices provinciaux de cette économie moderne, des marchés locaux et des usages d'entraide ou de troc définissaient, de façon variable d'une zone à l'autre, les équivalences (monétaires ou non) des produits que leur valeur d'usage rendait indispensables, mais dont l'industrie moderne et son marché n'avaient pas encore normalisé la production et l'échange. Plus tard, les industries agro-alimentaires et les chaînes de la grande distribution allaient étaler ce marché national, de mieux en mieux unifié par sa monnaie, ses douanes et ses autres normes étatiques. Il ne reste aujourd'hui, des anciennes équivalences fondées sur les valeurs d'usage, que les "charmants" archaïsmes d'écartés pauvres ou miséreux tel "l'excellent repas trois fois moins cher qu'à Paris" des campagnes reculées.

L'exemple est simplifié, mais il supporte la comparaison avec le marché mondial aujourd'hui en formation, où les industries, les commerces, les banques et les bourses d'envergure multinationale interconnectent d'immenses régions caractérisées par des industries, des commerces ou des banques d'envergure inférieure (et fort inégale d'une région à l'autre) jusqu'à ces zones - parfois vastes comme des pays entiers - où la plupart des productions et des échanges restent régis par des équivalences à l'ancienne, fondées sur des valeurs d'usage diversement ponctionnées par les antennes avancées de l'économie moderne (sociétés minières, plantations, factoreries, collecteurs de produits artisanaux, etc.). Les branches d'industrie et d'autres activités capitalistes où une valeur d'échange de portée mondiale se fait aujourd'hui sentir sont loin d'avoir conquis tous les recoins de la planète. Selon le stade de développement des pays déjà engagés peu ou prou dans les divers compartiments du marché mondial (n°2), toute une gamme de valeurs d'échange en flux permanent tendent cahin caha vers une mondialisation des valeurs, dont les signes perceptibles par les économistes de l'événementiel sont des gammes de prix, de salaires, de profits, d'impôts et de services publics qui tendent non point vers une parfaite identité, mais vers une quasi égalité des niveaux de vie entre les pays concernés. Concrètement, l'Amérique du nord, l'Europe occidentale et le Japon - c'est-à-dire le centre du monde actuel - en sont à ce stade, cependant qu'à l'entour s'étalent les pyramides disparates de régions moins développées, c'est-à-dire moins engagées dans l'internationalisation de la valeur d'échange. Au passage, je souligne que l'effondrement du socialisme étatique et le net recul du capitalisme d'Etat enregistrés durant le dernier quart du 20^e siècle ont modifié la dialectique internationale de la valeur, en étouffant quasiment les promesses de la valeur de développement visée par les Etats aptes à activer ces modes de production. Il ne subsiste de celle-ci que des capacités de protectionnisme à l'échelle des "marchés nationaux" contrôlés par lesdits Etats. Et, de façon embryonnaire, diverses transformations des coûts et des valeurs, au sein des groupes multinationaux effectivement - et efficacement - intégrés¹.

Donc, au stade actuel de la mondialisation, les différentiels de prix, de profits et de salaires demeurent importants - quoique fluctuants. D'où une série de questions dont la plus grave est celle du mauvais emploi mondial des capitaux. Les nouveaux capitaux investissables sont drainés vers des emplois qui dépendent peu des Etats (circuits financiers publics, incitations

¹ Valeur d'usage, d'échange ou de développement sont des concepts analysés dans *La Société* (www.macrosociologie.com). Dans un registre plus proche de l'économie politique de type universitaire, je recommande vivement le livre de Charles-Albert Michalet - *Le capitalisme mondial*, PUF, 1976

² Voir *Le monde des banques et des bourses*, article du *Groupe bancaire 2002*, dans le n° 109 de la revue Hérodote (2^e trimestre 2003).

fiscales, etc.) et dont nulle autorité internationale ne fixe les priorités. Leur emploi est guidé par deux séries de stratégies contradictoires. La première est celle des stratégies d'entreprise, communément pratiquées par les industries de toute taille où l'investissement est fonction des techniques disponibles, des parts de marché visées, des capacités d'autofinancement (= profits réinvestissables) et des interventions bancaires. Ces dernières donnent toutefois accès à d'autres stratégies dont les firmes multinationales font, pour leur part, un très fréquent usage. Leur priorité n'est pas l'extension ou la modernisation du capital fixe et de la force de travail en vue de perspectives technico-marchandes, mais elle se porte directement au niveau des profits. Il s'agit d'orienter les investissements nouveaux en fonction des plus hautes perspectives de rentabilité offertes soit par des placements financiers, soit par des achats et ventes de firmes, soit même, le cas échéant, par l'exploitation d'un nouveau marché grâce à de nouvelles marchandises. En schématisant à peine, *on peut opposer de la sorte des stratégies d'entreprise et des stratégies de spéculation.*

Or l'appareil bancaire et boursier qui pilote la circulation mondiale des capitaux investissables préfère généralement les secondes stratégies, car les indicateurs de taux et de cotations dont cet appareil fait usage éclairent mal les premières, cependant que ses techniques d'intervention tendent à rentabiliser les banques par un délestage boursier de leurs risques propres : les crédits titrisés et les émissions boursières sortent de leurs bilans.¹ Au regard de ces désordres majeurs, les correctifs apportés par les "aides au développement" en provenance d'États ou d'institutions internationales sont d'un faible effet, quand elles ne contribuent pas à l'exploitation des zones sous-développées (aides liées à des opérations ou à des productions "métropolitaines" : mines, plantations, travaux publics préemptés, etc.) et au renforcement des liens politiques de dépendance des pays concernés.

A ces troubles de l'investissement répondent d'autres troubles dont la force de travail est frappée, mais qui ne sont que partiellement liés aux stratégies d'entreprise ou de spéculation. Dans les pays les plus développés, l'extension internationale du règne de la valeur d'échange se traduit par des délocalisations d'entreprises vers d'autres zones et par de fortes poussées migratoires vers les pays les plus riches. Partout, les firmes dont la délocalisation est décidée sont soumises à des pressions politiques, syndicales et autres visant à empêcher ou retarder leur départ, à inscrire des exceptions diversement motivées dans les statuts des organismes internationaux comme l'OMC ou à négocier avec les firmes multinationales elles-mêmes des arrangements divers. Mais, en toile de fond, un exode des capacités productives est recherché par les tenants des deux types de stratégie, pour les branches où la main-d'œuvre est la moins qualifiée et pour les entreprises dont le dépeçage offre de fortes perspectives de rentabilité à court terme. Néanmoins, les localisations nouvelles qui font suite à ces délocalisations ne sont pas d'un choix simple car le niveau des salaires ne peut être leur seul critère : les opportunités marchandes, les risques politiques, les tensions sociales, la solidité des monnaies et des banques et même les aménités de l'existence pour les cadres expatriés entrent également en ligne de compte.

Dans les zones moins développées les problèmes précédents sont souvent compliqués par un courant de *brain drain*, c'est-à-dire par un exode des professionnels à haute qualification, vers les pays déjà riches où leurs salaires et leurs statuts sinon leurs genres de vie seront plus confortables. Ces exodes volontaires sont gênants à court terme, car ils distraient une ressource rare. Mais leur effet à long terme est souvent bénéfique, car une fraction significative de ces émigrés rentre finalement au pays avec une qualification enrichie, y compris dans l'art entrepreneurial.

Enfin, les zones où le sous-développement condamne les masses à la misère projettent les grands flux migratoires d'hommes pour qui la misère des métropoles capitalistes est un relatif luxe au regard de la leur. Sur ces mouvements massifs se greffe toute une faune d'armateurs de rafiots, de passe-frontières, de "marchands de sommeil" et d'usuriers récupérant les frais de voyage des clandestins. Les vagues de réfugiés provoquées par des guerres et d'autres massacres comme par des cataclysmes ajoutent à ces flux de la misère. Même ralentie, la croissance démographique du 21^e siècle continuera de nourrir cette poussée incoercible.

Migrations et délocalisations se conjuguent pour peser sur l'échelle des salaires et des autres rémunérations dans les pays que les peuples miséreux jugent attractifs. L'action des syndicats et d'autres associations, celle des administrations et des magistratures fidèles aux lois "sociales" des pays d'accueil et les stratégies des Etats gouvernant ces pays - de façon point trop distraite ni désarmée - concourent volontairement ou non à un freinage de ces exodes. Mais, pour les endiguer vraiment, le gardiennage des ports, aéroports et autres frontières et la répression des entrées clandestines doivent atteindre un tel niveau que les régimes démocratiques y perdent leur âme et que les dictatures militaires et autres s'en renforcent.

Ainsi, la distribution mondiale des capitaux investissables est nécessairement aberrante, au regard des besoins des régions non ou mal développées économiquement, cependant que la distribution mondiale des capacités d'emploi est, de son côté, tordue par l'entrechoc des résistances aux délocalisations, des poussées migratoires et des créations d'activités que dispersent les stratégies marchandes ou spéculatives des firmes multinationales et des cohortes de PME qui les suivent. Par quelque côté que l'on aborde l'entrelacs de problèmes aigus que cette double contrainte fait foisonner, on retombe toujours sur la même conclusion : les forces économiques à l'œuvre dans un système mondial où la valeur d'échange s'internationalise ne peuvent produire par elles-mêmes une réduction manifeste et durable des inégalités entre pays et au sein de chacun d'eux, ni une distribution des ressources humaines et financières qui sous-tendrait une telle évolution.

L'économie des premiers pays conquis par le capitalisme fut canalisée par des Etats qui enveloppaient leurs marchés en voie d'interconnexion nationale, cependant que les lointains asiatiques, africains et latino-américains étaient subordonnés aux empires alors centraux. Quand cette dialectique coloniale du pouvoir politique et du marché capitaliste a été finalement débordée, après les crises et guerres de la première moitié du 20^e siècle, les principales articulations qu'elle avait créées se sont défaites et n'ont pas été remplacées. En effet, les rares institutions économiques d'échelle mondiale qui ont alors émergé - la Bourse de New-York et le FMI, les principales firmes multinationales de toute sorte (banques comprises), etc. - n'ont pas de répondant politique qui puisse les envelopper et les contrôler, ni *a fortiori*, les orienter, si bien que, faute d'être canalisée par des Etats ou des "coopératives" internationales d'Etats - plus efficaces que les institutions onusiennes - l'économie dérive sans guide, ni dessein. Sur la haute mer du libre échange, la "main invisible" la pousse *profitablement* vers des récifs ou des tempêtes totalement imprévus (n° 21)..

A cette contradiction structurelle, la conjoncture économique du jeune 21^e siècle adjoint un péril supplémentaire : une crise majeure semble mûrir. Les désordres boursiers mondiaux mal atténués par le généreux crédit des banques centrales, l'éclatement des "bulles" inflationnistes de l'immobilier, le reflux des investissements dans les "technologies de l'information" et dans plusieurs autres branches attestent d'une dépression que les aides "sociales" et le jeu des budgets publics - ces "stabilisateurs automatiques" bien analysés par Galbraith¹ - peinent à corriger. En effet, le démantèlement mondial du capitalisme d'Etat et, à un degré moindre, la

¹ John Kenneth Galbraith - *The New Industrial State*, 1967

difficile reconversion du socialisme étatique réduisent les capacités de manœuvre contracycliques des Etats. A quoi s'ajoutent les troubles profonds de plusieurs grandes puissances, naguère motrices, à commencer par le Japon et l'Allemagne. Les firmes multinationales ne peuvent relayer les Etats dans une relance méthodique, car leurs orientations stratégiques ne le permettent pas. Les institutions internationales, prisonnières de sottes doctrines, sont handicapées comme l'on sait. Bref, toutes les conditions d'une crise majeure semblent réunies, d'autant que l'aventurisme militaire des Etats-Unis pourrait accélérer leur maturation.